

La plupart d'entre nous qui s'intéressent à l'agriculture ont été invités à assister au congrès agricole et nous remercions le ministre de sa courtoisie. Dans son discours d'ouverture, qui était excellent, le ministre a déclaré que les trois principaux objectifs de ce congrès étaient, en premier lieu, de traiter les questions avec réalisme, deuxièmement, d'aborder les problèmes de façon pratique et troisièmement, d'envisager les problèmes agricoles non pas à court terme mais à long terme. Voilà qui est très louable.

Le ministre a aussi déclaré qu'il ne s'intéressait pas à l'opportunisme politique mais au programme agricole à long terme qu'il souhaitait adopter en sa qualité de ministre. Autrement dit, il a donné l'impression—et j'admire ce sentiment chez lui—qu'il ne se souciait pas de prolonger sa propre carrière politique ni la vie politique de son parti; il agissait uniquement pour le bien de l'agriculture.

En moins de trois semaines, contrairement à ce que le rapport du congrès donnait à penser, le ministre a décidé, sans consulter l'industrie, de réduire les subventions au programme d'élevage du porc, programme qui, selon ses propres paroles 90 jours plus tôt, avait été élaboré à la suite de consultations avec l'industrie. Le ministre a réduit ces subventions unilatéralement, sans même consulter les membres du comité de l'agriculture en qui il avait dit avoir toute confiance. Le ministre a pris cette initiative afin de réduire les dépenses du ministère de l'Agriculture.

Voilà l'homme qui nous a invités à tenir des propos empreints de réalisme, de sens pratique, et à voir loin quand il s'agit de l'agriculture. Si de telles mesures étaient prises une nouvelle fois, il n'y aurait plus d'exploitants agricoles et il ne servirait à rien de songer à une politique agricole à long terme. L'agriculture canadienne aura cessé d'exister.

Il ne fait pas de doute que ce congrès, auquel avaient été invités tous les dirigeants agricoles ainsi que les représentants des industries connexes, reflétait l'intention du gouvernement de retirer progressivement son soutien financier aux organismes agricoles et, pour reprendre, je crois, les termes employés par le premier ministre (M. Trudeau), de renoncer à l'attitude paternaliste manifestée à l'endroit de ce secteur de l'économie. S'il n'en était pas ainsi, comment le gouvernement, qui soutient l'agriculture au Canada depuis un siècle, pourrait-il signifier à présent à ce secteur de l'économie qu'il ne l'intéresse plus et qu'il s'apprête à lui retirer son appui? J'affirme que le gouvernement ne saurait s'en désintéresser et qu'il n'en fera rien.

On a eu l'autre jour une idée des projets du gouvernement lorsque le président du

[M. Danforth.]

Conseil privé (M. Macdonald) a déclaré à la Chambre que le Canada et les pays en voie de développement allaient appliquer les tarifs préférentiels dans leur intérêt commun. Ceux qui s'adonnent à l'agriculture ou à une industrie connexe savent que les produits agricoles sont les exportations de base des pays en voie de développement dans le monde. Autrement dit, le gouvernement a invité ces pays à exporter des produits agricoles au Canada. C'est une intervention directe de l'État sur laquelle l'industrie a peu de contrôle.

Premièrement, le gouvernement a dit qu'il n'interviendrait pas de cette façon. Ensuite il a dit qu'il se déchargerait de ses responsabilités. Le gouvernement essaie également de fixer un nouveau prix pour la potasse, l'un des produits de base employés par les agriculteurs. On propose de le porter à \$6 la tonne pour les agriculteurs de l'Est du pays, et ma province en consomme, à elle seule, 150,000 tonnes par année en moyenne. Autrement dit, les frais de production des agriculteurs ontariens augmenteront d'un million de dollars l'an prochain par suite de l'intervention directe de l'État. Je demande au gouvernement comment il peut même envisager de retirer l'assistance qu'il fournit à l'agriculture.

Le parti libéral est au pouvoir depuis six ans et j'aimerais bien savoir ce qu'il tient en réserve pour l'agriculture. On nous a dit hier qu'une autre conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture aurait lieu cette semaine. C'est devenu un événement annuel. Nous avons assisté à ce grand congrès agricole où l'on devait débattre les problèmes de l'agriculture et y trouver des solutions. Le comité permanent de l'agriculture a parcouru le pays d'un océan à l'autre. Le gouvernement a chargé une commission d'étudier les problèmes agricoles, mais cet organisme, institué il y a trois ans, n'a pas encore présenté de rapport. Le gouvernement a aussi mis sur pied une commission royale chargée d'enquêter sur le prix élevé des machines agricoles, et cette commission, vieille de deux ans, n'a toujours soumis qu'un rapport provisoire. Ce rapport renferme 640 pages et à quoi se résume-t-il? En somme, le gouvernement indique que l'agriculture canadienne est en proie à des problèmes qui méritent d'être étudiés. Il recommande qu'une commission d'enquête soit créée. Peut-être devrions-nous également établir une autre commission royale et concentrer aussi la recherche sur les débouchés.

Le ministre a déclaré aujourd'hui que le financement de la recherche agricole et les subventions aux cultivateurs allaient être réduits. Des changements auront lieu. Il y